

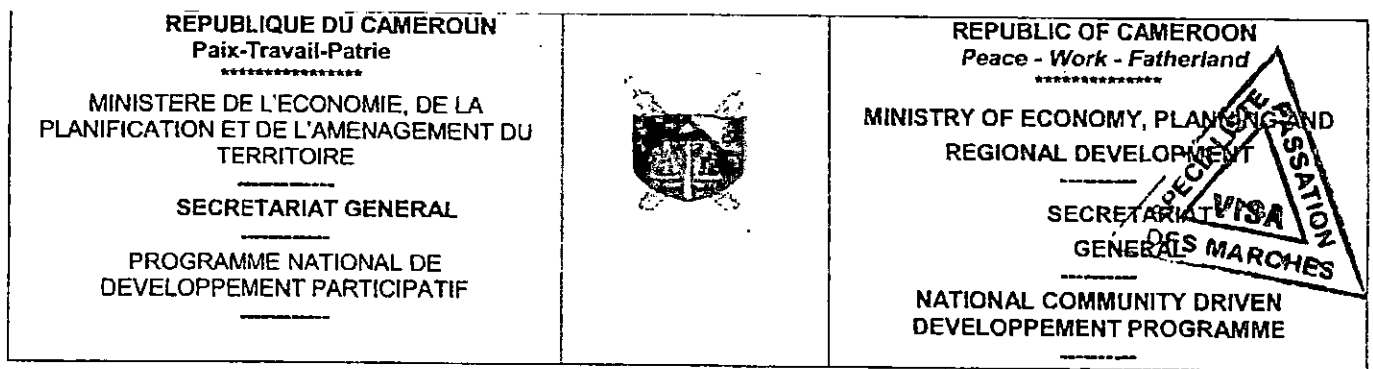


# **PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (PNDP)**

## **Pré-qualification des Entreprises de travaux**

## **Appel à Manifestations d'Intérêt**

**Juillet 2021**



**« PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES  
 TERRITOIRES RURAUX VULNERABLES DE L'EXTREME-NORD DU CAMEROUN  
 PAR L'APPROCHE HAUTE INTENSITE DE LA MAIN D'ŒUVRE (HIMO) DU  
 PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (PNDP) »**

**Appel à Manifestation d'Intérêt N°012 du 26 juillet 2021 relatif à pré-qualification  
 des entreprises chargées de l'exécution des travaux pour la réalisation de certains  
 microprojets de l'Opération HIMO PNDP HIMO3-MINKA dans la Région de  
 l'Extrême-Nord**

**1. CONTEXTE**

Le Coordonnateur National du PNDP a reçu un financement auprès de l'Agence Française de Développement (AFD) pour couvrir le coût du Projet d'Appui au développement économique et social des territoires ruraux vulnérables de l'Extrême-Nord du Cameroun par l'approche Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO), et entend affecter une partie du financement aux paiements relatifs aux travaux à exécuter selon l'approche HIMO, qui concernent 23 projets dans 18 Communes de la Région de l'Extrême-Nord, suivant les domaines d'intervention : (i) Bâtiment (01), (ii) l'Hydraulique (08), (iii) Terrassement et Ouvrages d'art (14) suivant. Il sera notamment question de :

- Réaliser les ouvrages ;
- Donner la priorité aux matériaux locaux et à la main d'œuvre locale (main d'œuvre qualifiée et non qualifiée);
- Favoriser le paiement des ouvriers par semaine à un montant fixe journalier net à percevoir de (3000FCFA) après rendement minimal journalier atteint et les encourager à épargner le tiers de leur revenu et à suivre une formation à un métier ou à développer une initiative génératrice de revenus et,
- Favoriser l'insertion sociale d'au moins 70% des ouvriers.

Ces projets suivant les domaines d'intervention sont récapitulés de la manière suivante :

➤ **Domaine d'intervention 01 : HYDRAULIQUE**

Département	Commune	Intitulé de l'idée de projet	Domaine d'intervention
Logone et Chari	Gouffey	Construction de la mare artificielle dans la localité CHAFFO AMFARA	Hydraulique
	Gouffey	Construction de la mare artificielle dans la localité ABOUGARKA	Hydraulique
	Blangoua	Assainissement de la ville de Blangoua par l'aménagement de Canalisations des eaux de ruissèlement.	Hydraulique
	Kousséri	Construction de la mare artificielle dans la localité de NGAMADJA	Hydraulique

Département	Commune	Intitulé de l'idée de projet	Domaine d'intervention
Diamaré	Bogo	Construction de la mare artificielle dans la localité de Tankirou	Hydraulique
Mayo Danay	Yagoua	Construction de la mare artificielle a Mandjakma	Hydraulique
Mayo Sava	Tokombéré	Construction de la mare artificielle a Makilingai	Hydraulique
Mayo Tsanaga	Bourha	Construction d'une mare artificielle à Oudda	Hydraulique

➤ **Domaine d'intervention 02 : TERRASSEMENT ET OUVRAGES D'ART**

Département	Commune	Intitulé de l'idée de projet	Domaine d'intervention
Logone et Chari	Blangoua	Réhabilitation de la route Blangoua-Nganatir (07 km)	Terrassement et Ouvrages d'art
	Logone Birni	Réhabilitation de la route Sabakalé-Elbirké (07 km)	Terrassement et Ouvrages d'art
	Logone Birni	Réhabilitation de la route Madaf – Houlouf (05km)	Terrassement et Ouvrages d'art
	Zina	Construction d'une digue de protection de 2,2 km	Terrassement et Ouvrages d'art
	Zina	Construction d'une digue de protection de 1,7 km	Terrassement et Ouvrages d'art
	Kalfou	Réhabilitation de la route Kalfou-Tchoura-Ouro Hako (6 km)	Terrassement et Ouvrages d'art
Mayo Danay	Maga	Aménagement de la piste Gogom-Eheing (6 km)	Terrassement et Ouvrages d'art
	Tchatibali	Réhabilitation de la route Tchatibali-Kada'a (8,7 km)	Terrassement et Ouvrages d'art
	Guémé	Création d'une route reliant à Koumaga à Dabaye (8,5 km)	Terrassement et Ouvrages d'art
Mayo Tsanaga	Koza	Réhabilitation de la route Djingliya pleine – Guzda 8,5km)	Terrassement et Ouvrages d'art
	Roua	Réhabilitation de la route Roua-Balda-Fogom (10 km)	Terrassement et Ouvrages d'art
	Hina	Réhabilitation du tronçon de route carrefour Wouroum Ndelle- Gouvda-Madama et Gonozo (12 km)	Terrassement et Ouvrages d'art
	Mokolo	Réhabilitation de la route Diméo-Walamai (6,1 km)	Terrassement et Ouvrages d'art
	Mogodé	Réhabilitation de la route Djippa-Sir (02km)	Terrassement et Ouvrages d'art

➤ **Domaine d'intervention 03 : BATIMENT**

Département	Commune	Intitulé de l'idée de projet	Domaine d'intervention
Logone et Chari	Kousséri	Construction d'un magasin de stockage à ARKIS	Bâtiment

**N.B :**

- Les entreprises intéressées manifesteront leur choix de projets, relevant d'un ou de plusieurs domaines d'intervention ;
- Une entreprise ne pourra être adjudicataire de plus de deux (02) projets ;
- Une entreprise ne pourra être présélectionnée dans plus de quatre (04) listes restreintes ;
- Chaque entreprise précisera dans sa lettre de manifestation d'intérêt, l'ordre de priorité des Communes et projets pour lesquels il souhaiterait être présélectionné, afin de faciliter les arbitrages au cas où elle serait potentiellement attributaire de plus de deux projets.

Le Maître d'Ouvrage entend constituer un répertoire d'entreprises pour la mise en œuvre des projets suscités selon l'approche HIMO.

Après la pré-qualification des Entreprises, celles satisfaisant aux conditions définies seront invitées à prendre part à un atelier de formation que le PNDP organisera à leur attention sur l'approche HIMO, pour la réhabilitation/construction des infrastructures avec recours aux techniques HIMO. Cet atelier sera animé par des formateurs agréés du Bureau International du Travail (BIT), de la MIPROMALO, et de la Cellule Nationale HIMO du MINEPAT. La présence des Ministères sectoriels (MINEPAT, MINTP, MINEE, MINEPIA, MINADER, MINEFOP) ainsi que du MINMAP et de l'ARMP est indispensable.

Dans ce cadre, compte tenu des spécificités HIMO des travaux à réaliser, ladite formation aura lieu avant la préparation et le montage de leurs offres techniques et financières.

Les avis d'appel d'offres devraient être lancés au fur et à mesure dès Août 2021.

## **2. OBJECTIF ET CONTENU DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET**

Le présent appel à manifestation (AMI) a pour objectifs de :

- Informer les entreprises compétentes à manifester leur intérêt à réaliser les projets relevant d'un ou de plusieurs domaines d'intervention présentés ci-dessus ;
- Indiquer et fournir aux candidats les critères auxquels ils devront donner « satisfaction » ;
- Établir des « listes restreintes » d'entreprises par Commune, et par projet.

## **3. PARTICIPATION ET ORIGINE**

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'article 1.3 des « Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers » (édition d'octobre 2019), disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD [www.afd.fr](http://www.afd.fr).

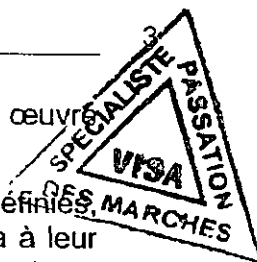
Les entreprises intéressées manifesteront leur choix de projets, suivant les lots (Communes) ci-dessus présentés.

Le Coordonnateur National du Programme National de Développement Participatif invite, en vue d'élaborer les listes restreintes des entreprises, les candidats admissibles à manifester leur intérêt, à réaliser les travaux décrits ci-dessus.

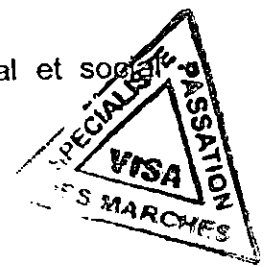
## **4. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE MANIFESTATION D'INTERET**

Les entreprises intéressées doivent produire les informations démontrant qu'elles sont qualifiées et expérimentées pour réaliser les présentes prestations. A ce titre, elles justifieront qu'elles possèdent des références de prestations similaires. La manifestation devra contenir :

- a) Une lettre de manifestation d'intérêt, précisant :
  - la raison sociale et l'adresse de la firme ;
  - le (s) lot (s) ou projet (s) sollicité (s) ;
  - la Déclaration d'Engagement sur l'Honneur à ne pas désister de la procédure et de mener les travaux avec la même équipe technique jusqu'au bout en cas de sélection ;
  - la qualité souhaitée (Entrepreneur Principal ou en groupement).
- b) Une copie certifiée conforme du registre du commerce ;
- c) L'attestation de Non redevance fiscale ;
- d) Les justificatifs des marchés exécutés comprenant :
  - 1ère et dernière page de chaque contrat ;
  - Procès-verbal de réception des prestations ou Attestation de bonne fin délivrée par le Maître d'Ouvrage concerné.



- e) La déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social paraphée et signée par le prestataire.



## 5. CRITÈRES DE PREQUALIFICATION

Les critères à satisfaire par les candidats sont les suivants :

### Critères essentiels

- Avoir exécuté avec succès, au cours des trois (03) dernières années (2018-2020), au moins deux (02) marchés de travaux dans le BTP ;
- Avoir exécuté avec succès, au cours des trois (03) dernières années (2018-2020), au moins deux (02) marchés de prestations similaires (étendue et montant) à celles du projet choisi ;
- Justifier d'un chiffre d'affaires cumulé d'au moins 500 000 000 (cinq cent millions) FCFA au cours des deux (02) dernières années ;
- Présenter à titre indicatif, l'effectif et le profil des experts à mobiliser (au moins 01 conducteur de travaux, 01 chef chantier, 01 Responsable Administratif et Financier, autres, ...) par l'entreprise en adéquation avec les prestations dans le domaine de compétences requis ;
- Présenter à titre indicatif, la liste du matériel à mobiliser en adéquation avec le type de projet à réaliser)
- Disposer d'une bonne connaissance de la zone du Bassin du Lac Tchad [avoir exécuté au moins 01 marché dans ladite zone.

### Critères éliminatoires

- Avoir abandonné un chantier ou avoir été exclu de la commande publique au cours des trois (03) dernières années (2018-2020) ;
- Ne pas présenter une Déclaration d'Engagement sur l'Honneur à ne pas désister de la procédure et de mener les travaux avec la même équipe technique jusqu'au bout en cas de sélection ;
- Ne pas signer et parapher la déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social conformément aux diligences de passation des marchés de l'AFD.

N.B :

- Le non-respect de l'un des critères éliminatoires entraîne le rejet du dossier;
- Pour être éligible, un candidat doit satisfaire à tous les critères essentiels ;
- Le Maître d'Ouvrage entend « pré-qualifier » des entreprises par lot (Commune). *JK*

## 6. DEPOT DES MANIFESTATIONS D'INTERET

Les Dossiers de Manifestations d'Intérêt doivent être déposés sous enveloppe cachetée à l'adresse ci-après avant le **17 août 2021** à 15h30, en un (01) original et six (06) copies accompagnées d'une version « scannée » de la copie originale dans une clé USB :

Cellule de Passation des Marchés de la Cellule Nationale de Coordination du PNDP, porte 212, sise au lieu-dit pont-dragages, après la résidence de l'ambassadeur de Côte d'Ivoire, non loin des bureaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) et du Programme des Nations Unies pour le Développement /PNUD,

Boite Postale : 660 Yaoundé – Cameroun,

Téléphone : +237 692 80 75 41,

Email : [pndp\\_cameroun@yahoo.fr](mailto:pndp_cameroun@yahoo.fr) / [cpmpndp@yahoo.com](mailto:cpmpndp@yahoo.com) / [cpmpndp@gmail.com](mailto:cpmpndp@gmail.com)

Les Dossiers de Manifestations d'Intérêt peuvent être également déposés en un (01) original et six (06) copies accompagnées d'une version « scannée » de la copie originale dans une clé USB, sous enveloppe cachetée à l'adresse ci-après, avant le **13 août 2021 à 15h30**, conformément au tableau ci-après :

Région	Autres lieux de dépôt des manifestations
Extrême-Nord	Au secrétariat du Coordonnateur Régional du PNDP de l'Extrême- Nord à Maroua
	Aux secrétariats des Communes cibles dans lesquelles le Candidat souhaite manifester son intérêt (Bogo, Yagoua, Tokombéré, Bourha, Blangoua, Logone Bimi, Zina, Kalfou, Maga, Tchatibali, Guémé, Koza, Roua, Hina, Mokolo, Mogodé et Kousséri).

L'enveloppe contenant la manifestation d'intérêt doit être cachetée comme ci-après :

« A l'attention de Madame le Coordonnateur National du PNDP

**Appel à Manifestation d'Intérêt N°012 du 26 juillet 2021 relatif à la pré-qualification des entreprises chargées de l'exécution des travaux pour la réalisation de certains microprojets de l'Opération HIMO PNDP HIMO3-MINKA dans la Région de l'Extrême-Nord.**

**Domaines d'intervention** \_\_\_\_\_

**Communes de** \_\_\_\_\_

*A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».*

## 7. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les Candidats intéressés peuvent obtenir de plus amples renseignements et examiner les Documents de Pré-qualification auprès de la Cellule Nationale de Coordination (CNC) du Programme National de Développement Participatif (PNDP) dont l'adresse figure ci-après : lieu-dit pont-dragages, après la résidence de l'ambassadeur de Côte d'Ivoire, non loin des bureaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) et du Programme des Nations Unies pour le Développement /PNUD, aux heures suivantes : **07h30 – 12h30 et 14h – 17h** ;

**Bureau** : Cellule de Passation des Marchés du PNDP, 2<sup>e</sup> étage - Porte 211 ;

**Responsable** : M. Charles BOUBE MATCHA ;

**Boite Postale** : 660 Yaoundé – Cameroun ;

**Téléphone** : +237 692 807 541, +237 698 498 839 ;

**Email** : pndp\_cameroun@yahoo.fr/ cpmppndp@yahoo.com/ cpmppndp@gmail.com.

Ou auprès de l'Unité HIMO Dédinée (UHD) du PNDP à Maroua aux heures suivantes : **07h30 – 12h30 et 14h – 17h** ;

**Bureau** : Assistant en Passation des Marchés de l'UHD,


**Responsable** : M. MOHAMED Lamine ; Tél : +237 690 20 27 54.

### Ampliations

- AFD ;
- MINMAP ;
- ARMP ;
- SOPECAM ;
- PUBLICATION/AFFICHAGE ;
- ARCHIVES.

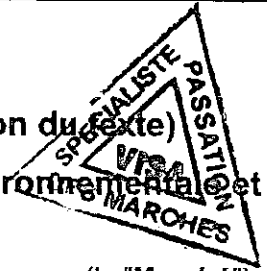
Yaoundé, le 26 JUL 2021

Le Coordonnateur National,



Marie Madeleine NGA

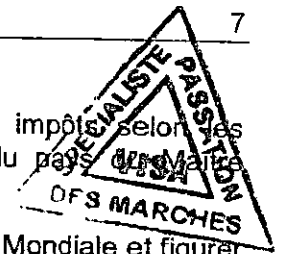
**Annexe 01 à la Manifestation d'Intérêt**  
**(A fournir signée avec la candidature, sans modification du texte)**  
**Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale**



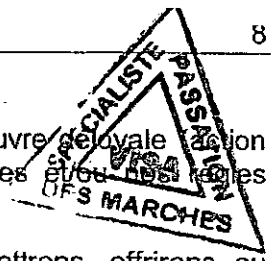
Intitulé de l'offre ou de la proposition \_\_\_\_\_ (le "Marché")

A : \_\_\_\_\_ (le "Maître d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation des marchés et de leur exécution. Selon qu'il s'agit de marchés de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client ou Acheteur.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'un des cas suivants :
  - 2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
  - 2.2 Avoir fait l'objet :
    - a) D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
    - b) D'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
    - c) D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;
  - 2.3 Figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
  - 2.4 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n'ait pas fait l'objet d'une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;



- 2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
  - 2.6 Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
  - 2.7 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
- 3.1 Actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.
  - 3.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
  - 3.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire ou consultant nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres ou propositions respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
  - 3.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
  - 3.5 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux, fournitures ou équipements :
    - a) Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre de la procédure de passation du Marché ;
    - b) Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
- 6.1 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.



- 6.2 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires ou règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
- 6.3 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute Personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre Personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre Personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
- 6.4 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute Personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
- 6.5 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
- 6.6 Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.
- 6.7 Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage.
7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : \_\_\_\_\_ En tant que : \_\_\_\_\_

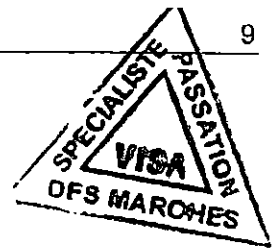
Dûment habilité à signer pour et au nom de<sup>1</sup> : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

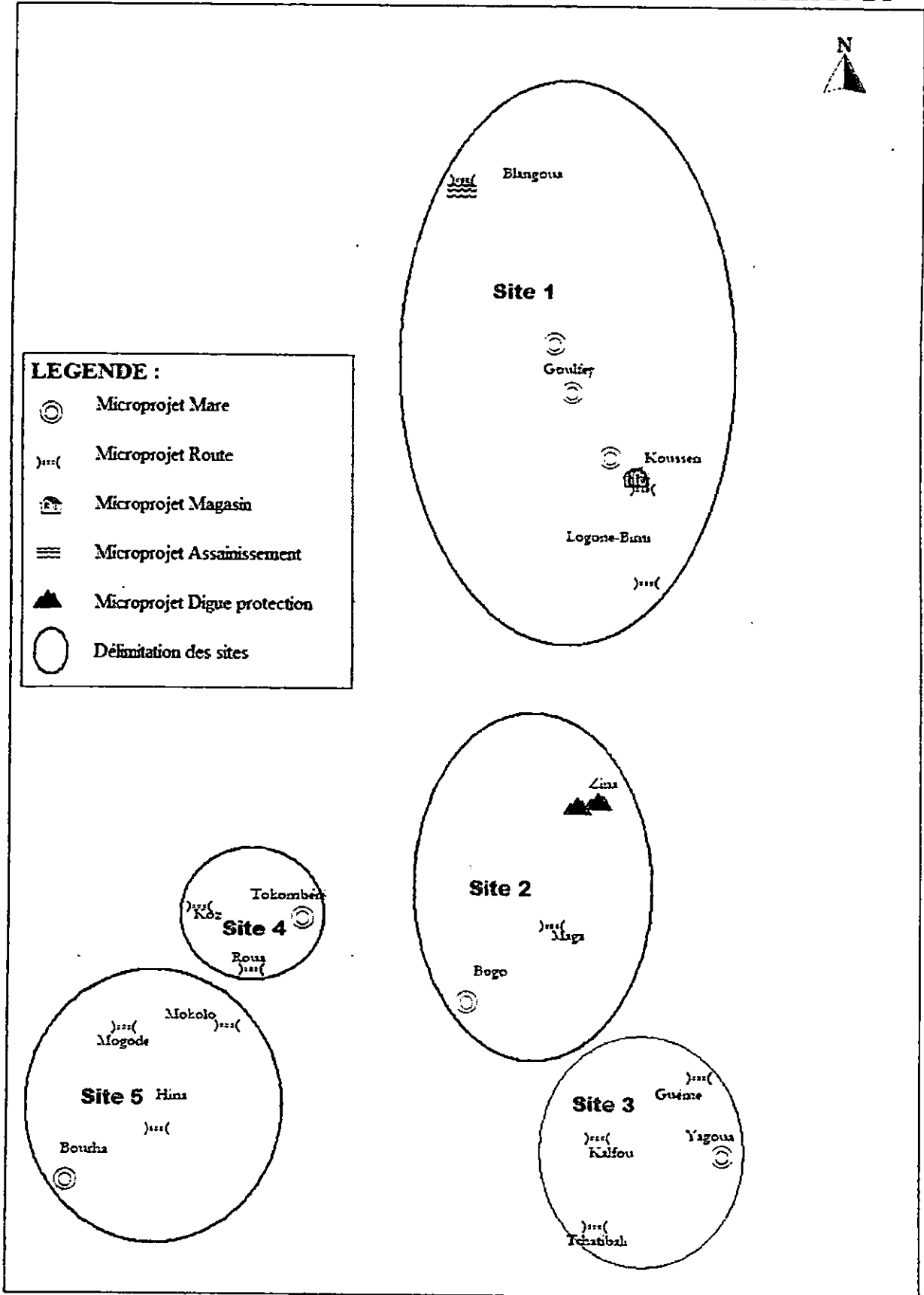
En date du : \_\_\_\_\_

<sup>1</sup> En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, le consultant ou le candidat joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire, le consultant ou le candidat.

**Annexe 02 à la Manifestation d'Intérêt  
(Localisation des départements concernés)**



**LOCALISATION DES SITES DES MICROPROJETS HIMO III MINKA PNDP**



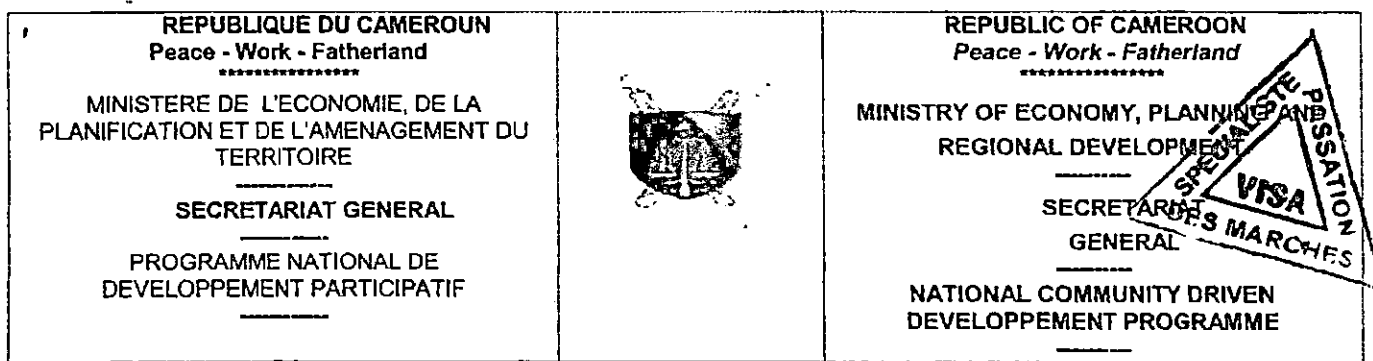


# **NATIONAL COMMUNITY DRIVEN DEVELOPMENT PROGRAMME (PNDF)**

## **Pre-qualification of Works Companies**

### **Call for Expressions of Interest**

**July 2021**



**"PROJECT TO SUPPORT THE ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT OF VULNERABLE RURAL TERRITORIES IN THE FAR NORTH OF CAMEROON THROUGH THE HIGH LABOUR INTENSITY APPROACH (HIMO) OF THE NATIONAL COMMUNITY DRIVEN DEVELOPMENT PROGRAMME (PNDP)**

**Call for Expression of Interest No.012 of July 26, 2021 relating to the pre-qualification of companies in charge of the execution of works for the realisation of some micro-projects of the HIMO Operation PNDP HIMO3-MINKA in the Far North Region**

**1. CONTEXT**

The National Coordinator of PNDP has received funding from the French Development Agency (AFD) to cover the cost of the Support Project for the Economic and Social Development of Vulnerable Rural Territories in the Far North Region of Cameroon through the High Labour Intensity approach (HIMO), and intends to allocate part of the funding to payments for works to be carried out under the HILF approach, which concern 23 projects in 18 Municipalities of the Far North Region, according to the areas of intervention: (i) Building (01), (ii) Hydraulics (08), (iii) Earthworks and Structures (14), and where it will notably be a question of:

- Carry out the works ;
- Give priority to local materials and local labour (skilled and unskilled);
- Encourage the payment of workers per week at a fixed daily net amount to be received of (3000FCFA) after the minimum daily output has been achieved and encourage them to save one third of their income and to follow a training course in a trade or to develop an income generating initiative and,
- Promote the social inclusion of at least 70% of the workers.

These projects according to the areas of intervention are summarised as follows:

**> Area of intervention: HYDRAULICS**

<b>Division:</b>	<b>Municipality</b>	<b>Title of the project idea</b>	<b>Area of intervention</b>
Logone And Chari	Goulfey	Construction of the artificial pond in the CHAFFO AMFARA locality	Hydraulics
	Goulfey	Construction of the artificial pond in the locality of ABOUGARKA	Hydraulics
	Blangoua	Sanitation of the town of Blangoua through the construction of a storm water drainage system.	Hydraulics
	Kousseri	Construction of the artificial pond in the locality of NGAMADJA	Hydraulics
Diamaré	Bogo	Construction of the artificial pond in the locality of Tankirou	Hydraulics
Mayo-Danay	Yagoua	Construction of the artificial pond in Mandjakma	Hydraulics

Division:	Municipality	Title of the project idea	Area of Intervention
Mayo-Sava	Tokombéré	Construction of the artificial pond in Makilingai	Hydraulics
Mayo-Tsanaga	Bourha	Construction of an artificial pond in Oudda	Hydraulics

➤ **Area of intervention 2: EARTHWORKS AND ENGINEERING STRUCTURES**

Division:	Municipality	Title of the project idea	Area of intervention
Logone And Chari	Blangoua	Rehabilitation of the Blangoua-Nganatir road (07 km)	Earthworks and Structures
	Logone Birni	Rehabilitation of the Sabakalé-Elbirké road (07 km)	Earthworks and Structures
	Logone Birni	Rehabilitation of the Madaf - Houlouf road (05km)	Earthworks and Structures
	Zina	Construction of a 2.2 km long protective dyke	Earthworks and Structures
	Zina	Construction of a 1.7 km long protective dyke	Earthworks and Structures
	Kalfou	Rehabilitation of the Kalfou-Tchoura-Ouro Hako road (6 km)	Earthworks and Structures
Mayo-Danay	Maga	Development of the Gogom-Eheing track (6 km)	Earthworks and Structures
	Tchatibali	Rehabilitation of the Tchatibali-Kada'a road (8.7 km)	Earthworks and Structures
	Guémé	Creation of a road linking Koumaga to Dabaye (8.5 km)	Earthworks and Structures
Mayo-Tsanaga	Koza	Rehabilitation of the Djingliya pleine - Guzda road 8.5km)	Earthworks and Structures
	Roua	Rehabilitation of the Roua-Balda-Fogom road (10 km)	Earthworks and Structures
	Hina	Rehabilitation of the Wouroum Ndelle-Gouvda-Madama and Gonozo crossroads (12 km)	Earthworks and Structures
	Mokolo	Rehabilitation of the Diméo- Walamai road (6.1 km)	Earthworks and Structures
	Mogodé	Rehabilitation of the Djippa-Sir road (02km)	Earthworks and Structures

➤ **Area of intervention 3: BUILDING**

Division:	Municipality	Title of the project idea	Area of intervention
Logone And Chari	Kousseri	Construction of a storage warehouse in ARKIS	Building

**NB:**

- *Interested companies shall indicate their choice of projects, within one or more areas of intervention;*
- *A company shall not be awarded more than two (2) projects;*
- *A company shall not be short-listed in more than four (4) short lists;*
- *Each company shall specify in its letter of interest the order of priority of Municipalities and projects for which it would like to be pre-selected, in order to facilitate arbitration in the event that it is potentially awarded more than two projects.*

The project owner intends to set up a directory of companies for the implementation of the aforementioned projects using the labour-based approach.

After the pre-qualification of companies, those meeting the defined conditions shall be invited to take part in a training workshop that the PNDP will organise for them on the labour-based approach for the rehabilitation/construction of infrastructure using labour-based techniques. The workshop will be facilitated by trainers from the International Labour Office (ILO), MINEPAT, MINTP, MINEE, MINEPIA, MINADER, and MINEFOP) as well as MINMAP and ARMP is essential.

In this context, given the labour-based specificities of the works to be carried out, the said training will take place before the preparation and assembly of their technical and financial offers.

Invitation to tender should be issued progressively from August 2021.

## **2. OBJECTIVE AND CONTENT OF THE CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST**

The objectives of this call for expressions of interest (CEI) are to

- Inform competent companies to express their interest in carrying out projects in one or more of the above areas of intervention;
- Indicate and provide candidates with the criteria they will be expected to "meet";
- Establish "shortlists" of companies per municipality and per project.

## **3. PARTICIPATION AND ORIGIN**

The eligibility criteria for AFD financing are specified in article 1.3 of the "Guidelines for Procurement financed by AFD in Foreign States" (October 2019 edition), available online on the AFD website [www.afd.fr](http://www.afd.fr).

Interested companies will express their choice of projects, according to the lots (councils) presented above.

The National Coordinator of the National Community Driven Development Programme hereby invites eligible candidates to express their interest in carrying out the work described above, with a view to drawing up short lists of companies.

## **4. CONSTITUTION OF THE EXPRESSION OF INTEREST FILES**

Interested Candidates must provide information demonstrating that they are qualified and experienced to perform these Services. In this respect, they must prove that they have references for similar services. The offer shall contain:

a) A letter of expression of interest, stating :

- the company's name and address;
- the lot(s) or project(s) applied for;
- the Declaration of Commitment on Honour not to withdraw from the procedure and to carry out the work with the same technical team until the end in case of selection;
- the desired quality (Main Contractor or in a group).

b) A certified copy of tax payer's card ;

c) The certificate of non-taxation ;

d) Evidence of completed contracts including:

- 1st and last page of each contract;
- Acceptance report or certificate of completion issued by the relevant project owner.

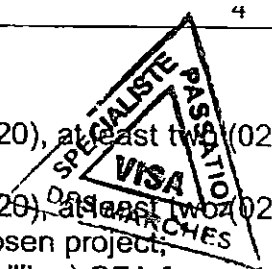
e) The declaration of integrity, eligibility and environmental and social commitment initialled and signed by the service provider.

## **5. PRE-QUALIFICATION CRITERIA**

The criteria to be met by applicants are as follows:

## Essential Criteria

- a) Have successfully executed, over the last three (03) years (2018-2020), at least two (02) construction contracts in the public works sector;
- b) Have successfully executed, over the last three (03) years (2018-2020), at least two (02) contracts for similar services (scope and amount) to those of the chosen project;
- c) Justify a cumulative turnover of at least 500 000 000 (five hundred million) CFA francs over the last two (02) years;
- d) Present, as an indication, the number and profile of experts to be mobilised (at least 01 works manager, 01 site manager, 01 Administrative and Financial Manager, others, ...) by the company in accordance with the services in the required field of competence;
- e) Present, as an indication, the list of equipment to be mobilised in accordance with the type of project to be carried out)
- f) Have a good knowledge of the Lake Chad Basin area [have carried out at least 1 contract in this area



## Eliminatory Criteria

- f) Having abandoned a project or been excluded from a public order within the last three (03) years (2018-2020);
- g) Absence of a Declaration of Commitment on Honour not to withdraw from the procedure and to carry out the work with the same technical team until the end in case of selection;
- h) Absence of signature and initial the declaration of integrity, eligibility and environmental and social commitment in accordance with AFD's procurement procedures.

### **NB:**

- Failure to meet one of the eliminatory criteria results in the rejection of the file;
- To be eligible, a candidate must meet all the essential criteria;
- The project owner intends to "pre-qualify" companies per lot (Council).

## **6. Submission of Expressions of Interest**

Expressions of Interest must be submitted in a sealed envelope to the following address before 17 August 2021 at 3h30p.m, in one (01) original and six (06) copies accompanied by a "scanned" version of the original copy in a USB key:

Procurement Unit of the National Coordination Unit of the PNDP, door 212, located at a place called pont-drages, after the residence of the Ambassador of Côte d'Ivoire, not far from the offices of the United Nations for Education, Science and Culture (UNESCO) and the United Nations Development Program / UNDP,

Postal address: 660 Yaounde – Cameroon,

Telephone: +237 692 80 75 41,

Email: [pn dp\\_cameroun@yahoo.fr](mailto:pn dp_cameroun@yahoo.fr) / [cpmpndp@yahoo.com](mailto:cpmpndp@yahoo.com) / [cpmpndp@gmail.com](mailto:cpmpndp@gmail.com)

Expressions of Interest shall also be submitted in one (01) original and six (06) copies together with a "scanned" version of the original copy in a USB key, in a sealed envelope to the address below, before 13 August 2021 at 3:30 p.m., in accordance with the following table

Region	Other locations for the submission of offers
Far-North	Secretariat of the Regional Coordinator of PNDP in the Far North in Maroua
	Secretariats of the target Municipalities in which the Candidate wishes to express interest (Bogo, Yagoua, Tokombéré, Bourha, Blangoua, Logone Birni, Zina, Kalfou, Maga, Tchatibali, Guémé, Koza, Roua, Hina, Mokolo, Mogodé and Kousséri)

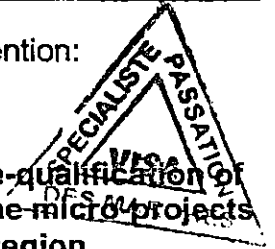
The envelope containing the expression of interest must bear the following mention:

Pre-qualification of Works Companies - Call for Expressions of Interest N° 012 of 26 July 2021

The envelope containing the expression of interest must bear the following mention:

**"To the attention of the National Coordinator of PNDP**

**Call for Expression of Interest No.012 of July 26, 2021 relating to the pre-qualification of companies in charge of the execution of works for the realisation of some micro-projects of the HIMO Operation PNDP HIMO3-MINKA in the Far North Region.**



**Areas of intervention** \_\_\_\_\_

**Municipalities** \_\_\_\_\_

**'To be opened only during the review session'.**

## 7. FURTHER INFORMATION

Interested Applicants may obtain further information and review the Prequalification Documents from the National Coordination Unit (NCU) of the National Community Driven Development Programme (NDP) at the following address: at the place known as Pont-Dragages, after the Residence of the Ambassador of Côte d'Ivoire, not far from the offices of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO and the United Nations Development Programme/UNDP, at the indicated time: **7:30 – 12:30 and 2pm – 5pm** ;

**Office:** PNDP Procurement Unit, 2nd floor - Door 211;

**Executive staff** Mr Charles BOUBE MATCHA;

**P.O Box:** 660 Yaounde – Cameroon;

**Telephone:** +237 692 807 541, +237 698 498 839;

**Email:** pndp\_cameroun@yahoo.fr. / [cpmpndp@yahoo.com](mailto:cpmpndp@yahoo.com)/ [cpmpndp@gmail.com](mailto:cpmpndp@gmail.com).

Or at the PNDP Dedicated HIMO Unit (UHD) in Maroua at the following times **7:30 – 12:30 and 2pm – 5pm**;

**Office:** UHD Procurement Assistant,

**Executive staff** Mr MOHAMED Lamine; Tel: +237 690 20 27 54.

Yaounde on, 26 JUL 2021

The National Coordinator,

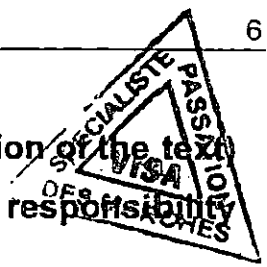
Marie Madeleine NGA

### Copies to

- AFD ;
- MINMAP ;
- ARMP ;
- SOPECAM ;
- Posting;
- ARCHIVES.

## Appendix 1 of the Expression of Interest

**(To be provided signed with the application, without modification of the text)**  
**Statement of integrity, eligibility and environmental and social responsibility**

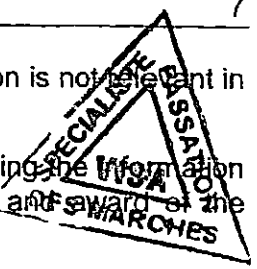


Title of the offer or proposal (the "Contract") \_\_\_\_\_

To: \_\_\_\_\_ (The "Project owner")

1. We acknowledge and agree that the French Development Agency (the "AFD") only finances the Project Owner's projects on its own terms and conditions which are determined by the Financing Agreement between the AFD and the Project Owner directly or indirectly. Consequently, there can be no legal relationship between AFD and our company, our consortium, our suppliers, contractors, consultants and subcontractors. The Project owner shall retain sole responsibility for the preparation and implementation of the procurement process and its execution. Depending on whether the contract is for works, supplies, equipment, intellectual services (consultants) or other services, the Project owner may also be referred to as the Client or the Purchaser.
2. We certify that we are not, and that none of the members of our consortium, nor our suppliers, contractors, consultants and subcontractors, are in any of the following situations:
  - 2.1 Be in a state of or have been the subject of bankruptcy, liquidation, judicial settlement, safeguard or discontinuance of business, or be in any analogous situation resulting from a similar procedure;
  - 2.2 Have been the subject of:
    - a) A conviction for fraud, bribery or any other offence committed in connection with the award or performance of a contract that was handed down within the last five years by a judgment that has the force of res judicata in the country in which the Contract is being carried out (in the event of such a conviction, we have the option of attaching to this Declaration of Integrity additional information that would make it possible to consider that this conviction is not relevant to the Contract);
    - b) An administrative sanction pronounced within the last five years by the European Union or by the competent authorities of the country in which we are established, for fraud, corruption or any other offence committed in connection with the award or performance of a contract (in the event of such a sanction, we may attach to this Integrity Statement any additional information that would make it possible to consider that this sanction is not relevant to the Contract);
    - c) A conviction handed down within the last five years by a judgment that has the force of res judicata, for fraud, corruption or any offence committed in the context of the award or execution of a contract financed by AFD;
  - 2.3 To be included in the lists of financial sanctions adopted by the United Nations, the European Union and/or France, in particular with regard to the fight against the financing of terrorism and against breaches of international peace and security;
  - 2.4 Have been terminated to our exclusive detriment within the last five years because of a serious or persistent breach of our contractual obligations during the performance of a previous contract, provided that this sanction has not been contested by us in the course of the proceedings or has given rise to a court decision reversing the termination to our exclusive detriment;
  - 2.5 Not having fulfilled our obligations to pay taxes in accordance with the legal provisions of the country where we are established or those of the country of the project owner;
  - 2.6 Be subject to an exclusion decision pronounced by the World Bank and appear as such on the list published at the electronic address <http://www.worldbank.org/debarr> (in the event of such exclusion decision, we can attach to this Integrity Declaration additional

information which would allow us to consider that this exclusion decision is not relevant in the context of the Contract);



2.7 Produce false documents or be guilty of false declaration (s) by providing the information required by the Project owner as part of this procurement process and award of the Contract.

3. We certify that we are not, and none of the members of our consortium or our suppliers, contractors, consultants and subcontractors are, in any of the following conflict of interest situations:

3.1 Shareholder controlling the Project owner or subsidiary controlled by the Project owner, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction.

3.2 Have a business or family relationship with a member of the Project owner's staff involved in the procurement process or supervision of the resulting Contract, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction;

3.3 Controlling or being controlled by another bidder or consultant, being under the control of the same company as another bidder or consultant, receiving from another bidder or consultant or awarding to another bidder or consultant directly or indirectly any subsidies, having the same legal representative as another bidder or consultant, having directly or indirectly any contacts with another bidder or consultant that enable us to have and give access to, or influence, the information contained in our respective bids or proposals, or to influence the Project owner's decisions;

3.4 Be engaged for an intellectual service assignment which, by its nature, is likely to be incompatible with our assignments on behalf of the project owner;

3.5 In the case of a procedure for the award of a works, supply or equipment contract:

a) Prepared ourselves or were associated with a consultant who prepared specifications, plans, calculations and other documents used in the procurement process;

b) We, or any of the firms with which we are affiliated, are engaged, or are to be engaged, by the Project owner to carry out supervision or control of the works under the Contract.

4. If we are a public institution or a public enterprise, in order to participate in a competitive tendering procedure, we certify that we have legal and financial autonomy and that we are managed according to the rules of commercial law.

5. We undertake to inform the project owner without delay, who will inform AFD, of any change in the situation with regard to points 2 to 4 above.

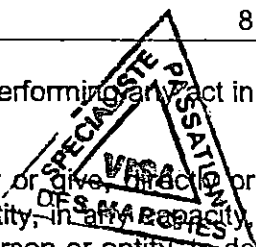
6. In the context of the award and performance of the Contract :

6.1 We have not and will not commit any unfair manoeuvre (act or omission) intended to deliberately deceive others, intentionally conceal matters from them, surprise or vitiate their consent or cause them to circumvent legal or regulatory obligations and/or violate their internal rules in order to obtain an improper benefit.

6.2 We have not and will not commit any unfair manoeuvre (action or omission) contrary to our legal or regulatory obligations and/or our internal rules in order to obtain an improper benefit.

6.3 We have not promised, offered or granted, and will not promise, offer or grant, directly or indirectly, to (i) any Person holding a legislative, executive, administrative or judicial office in the Project owner's State, whether appointed or elected, on a permanent or non-permanent basis, whether paid or unpaid, and at any level, (ii) any other Person who performs a public function, including for a public agency or public enterprise, or who provides a public service, or (iii) any other Person defined as a public official in the Employer's State, an undue advantage of any kind, for himself or herself or for another

person or entity, in order that he or she may perform or refrain from performing an act in the exercise of his or her official duties.



- 6.4 We have not promised, offered or given, and will not promise, offer or give, directly or indirectly, to any Person who directs or works for a private sector entity, in any capacity, any undue advantage of any kind, for themselves or for any other Person or entity, to do or refrain from doing any act in breach of their legal, contractual or professional obligations
  - 6.5 We have not and will not engage in any act that would influence the procurement process to the detriment of the Project owner, including, without limitation, any anti-competitive practice that has the purpose or effect of preventing, restricting or distorting competition, including, without limitation, restricting access to the Contract or the free exercise of competition by other firms.
  - 6.6 We, or any of the members of our consortium, or any of the subcontractors will not acquire or supply equipment and will not operate in areas under United Nations, European Union or French embargo.
  - 6.7 We undertake to respect and to ensure that all our subcontractors-respect the environmental and social standards recognised by the international community, including the fundamental conventions of the International Labour Organisation (ILO) and the international conventions for the protection of the environment, in accordance with the laws and regulations applicable in the country where the Contract is carried out. In addition, we are committed to implementing environmental and social risk mitigation measures where indicated in the environmental and social management plan provided by the project owner.
7. We, members of our consortium, our suppliers, contractors, consultants and subcontractors authorise AFD to examine documents and records relating to the award and performance of the Contract and to submit them for verification to auditors appointed by AFD.

Name: \_\_\_\_\_ As the: \_\_\_\_\_

Duly authorised to sign for and on behalf of<sup>1</sup> : \_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_

<sup>1</sup> In the event of a consortium, enter the name of the consortium. The person signing the tender, proposal or application on behalf of the tenderer, the consultant or the candidate shall attach thereto the authority entrusted by the tenderer, the consultant or the candidate.

**Appendix 2 to the Expression of Interest  
(Location of the divisions concerned)**



**LOCALISATION DES SITES DES MICROPROJETS HIMO III MINICAMARCHE**

